

Hartlyn, Jonathan et Morley, Samuel A. (Ed.) *Latin American Political Economy : Financial Crisis and Political Change*. Boulder (Col.), Westview Press, 1986, 339 p.

Gilles Vandal

Volume 19, numéro 4, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702441ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702441ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vandal, G. (1988). Compte rendu de [Hartlyn, Jonathan et Morley, Samuel A. (Ed.) *Latin American Political Economy : Financial Crisis and Political Change*. Boulder (Col.), Westview Press, 1986, 339 p.] *Études internationales*, 19(4), 761–763. <https://doi.org/10.7202/702441ar>

blé », voire hétérogène. Œuvre de conception plutôt mince? Commande sur un thème trop vaste? Il n'est pas facile d'écrire, encore moins de théoriser sur une conjoncture aussi fluide que celle de la « transition ». D'où les défauts du genre: l'analyse économique du Plan Cruzado est aujourd'hui dépassée et les belles intentions de Sarney sont démenties par les faits. Demeurent de belles synthèses sur les partis et la conjoncture, une réflexion intéressante sur l'endettement et les nouveaux pactes, la société civile, les femmes. Sinon, peu de matériel nouveau ou de références, peu de données économiques et pas grand chose, en fin de compte, qui soit susceptible de durer.

Michel DUQUETTE

*Département de science politique
de l'Université de Montréal*

HARTLYN, Jonathan et MORLEY, Samuel A. (Ed.) *Latin American Political Economy: Financial Crisis and Political Change*. Boulder (Col.), Westview Press, 1986, 339 p.

En dépit de la variété des conditions économiques qui prévalent en Amérique latine et des politiques adoptées par les dirigeants de ce continent, les différents pays de cette région ont été confrontés ces dernières années à un problème de balance des paiements et un niveau élevé d'endettement extérieur. La simple tentative de payer les intérêts sur leur énorme dette extérieure a jeté la plupart des pays d'Amérique latine dans la pire récession que cette région ait connue depuis la grande dépression des années '30.

Ce livre, édité par Jonathan Hartlyn et Samuel A. Morley, explore les causes de la crise économique et financière qui secoue cette région du globe depuis le début des années 1980. Cet ouvrage est le résultat d'une série de communications qui ont été présentées à une conférence internationale sur les modèles de changements politiques et économiques en Amérique latine tenue en novembre 1983 à l'Université Vanderbilt. Il représente donc le fruit d'une mise en commun et d'un

travail de réflexion de différents spécialistes des affaires latino-américaines, dont plusieurs sont originaires de l'Amérique latine.

Cette étude a été organisée de façon fort judicieuse. Nous y retrouvons d'abord un chapitre d'introduction qui présente la problématique du livre et qui pose certaines questions fondamentales concernant les systèmes politiques et le développement économique de l'Amérique latine. Le livre est ensuite divisé en trois grandes parties. La première partie comporte les chapitres 2 à 5 et nous fournit une analyse générale et comparative des systèmes politiques et des politiques de développement économique adoptées depuis 1960 en Amérique latine.

Le deuxième chapitre, rédigé par les deux éditeurs du livre, est particulièrement important et donne le ton à toute l'étude. Ce chapitre analyse les performances économiques des régimes militaires autoritaires et bureaucratiques de l'Argentine, du Brésil et du Chili. Les auteurs nous démontrent que la politique économique des régimes autoritaires ne fut pas supérieure et n'eut pas un meilleur résultat que celle des régimes civils qu'ils remplacèrent. L'application d'une politique radicale de libre marché sans contrainte et sans restriction, la décision de fixer les taux d'échanges et d'augmenter les taux d'intérêt intérieur, suite aux pressions du système monétaire international, l'absence de tout contrôle des grandes banques commerciales internationales, ont eu des conséquences désastreuses et sont autant de facteurs qui expliquent la présente crise financière et économique qui frappe ces pays.

Les chapitres 3, 4 et 5 examinent respectivement dans une approche comparative la pauvre performance économique des régimes autoritaires, leur réaction aux deux chocs pétroliers qui secouèrent l'Amérique latine en 1973 et 1979, et leur incapacité à résoudre la présente crise financière. Ces trois chapitres montrent que la croissance économique sous ces régimes autoritaires reposait sur l'application d'une politique néo-libérale et était liée à l'entrée massive de capitaux étrangers. Par conséquent, ces régimes étaient mal préparés à affronter la récession mondiale de 1982 qui

provoqua une coupure drastique dans l'entrée de crédits extérieurs et une montée des taux d'intérêts.

La deuxième partie du livre a été divisée en 8 chapitres et examine les échecs spectaculaires et les succès mitigés de la politique économique de huit pays latino-américains. Sauf pour le Nicaragua, les différents chapitres contenus dans cette partie ont été rédigés par un auteur originaire du pays en question. Dans un premier temps, nous retrouvons une analyse des conséquences désastreuses du changement périodique des politiques sociales et économiques en Argentine. L'incapacité des militaires à relever les défis économiques qui confrontent le Brésil et leur hésitation à l'ouverture du processus politique à la fin des années '70 sont ensuite examinées. L'échec du système démocratique au Chili s'y trouve analysé ainsi que le chaos économique et la polarisation sociale et politique qui ont suivi le coup d'État de 1973. Les erreurs commises par les dirigeants populistes du Pérou dans leur tentative de moderniser leur pays sont étroitement analysées ainsi que la crise structurelle touchant le développement économique du Mexique. Les succès relatifs de la Colombie sont expliqués par les tentatives de ce pays d'obtenir une croissance économique modérée reposant sur un large consensus politique et l'adoption de politiques sociales. Finalement, cette deuxième partie se termine par une étude des expériences socialistes à Cuba et au Nicaragua, basées respectivement sur une planification économique centralisée et une économie fixe.

La troisième partie est composée essentiellement de quatre brefs commentaires portant sur l'un ou l'autre chapitre contenu dans les parties I et II. Ces commentaires apportent des nuances à certaines conclusions que les auteurs avaient tirées et nous permettent de mieux comprendre la complexité de la crise économique qui frappe l'Amérique latine.

Ce livre représente une critique importante de beaucoup de spécialistes en sciences sociales qui affirmaient à la fin des années '60 et au début des années '70 que les régimes autoritaires étaient plus en mesure de créer un climat propice à la croissance économique et

que cette croissance devait conduire à une amélioration des conditions sociales pour aboutir à la démocratie. Les différents auteurs de ce livre décrivent la pauvre performance économique des régimes militaires autoritaires de l'Amérique latine et rejettent l'idée que les militaires étaient les seuls capables d'imposer un contrôle des salaires et de l'inflation, et d'établir une politique d'incitation au profit, deux conditions essentielles à l'établissement d'un niveau élevé de croissance économique. Partant de l'expérience récente de différents pays de l'Amérique latine, les auteurs démontrent que la capacité des régimes militaires, qu'ils soient de droite ou de gauche, à établir un taux élevé de croissance sur une longue période, ne fut pas meilleure, et que dans la plupart des cas, elle fut inférieure à celle des régimes civils qu'ils remplacèrent.

Ce livre cherche donc à expliquer ce qui est arrivé et ce qui n'a pas fonctionné en Amérique latine depuis 1960. Pour ce faire, ce livre soulève et tente de répondre à une série de questions toutes aussi importantes les unes que les autres. Comment il se fait qu'un si grand nombre de pays employant une grande variété de stratégies économiques tombèrent tous dans un désordre économique similaire? Quelles sont les théories économiques qu'ils ont utilisées ou implantées de façon erronée? Quels rôles les événements extérieurs – au-delà du contrôle des dirigeants latino-américains – jouèrent-ils dans l'origine de la présente crise? Est-ce que des pressions économiques forcèrent les gouvernements à adopter des politiques économiques injustifiées? Est-ce que les régimes politiques moins liés au système financier international ont mieux performé?

Ces diverses questions sont très importantes, car la grande majorité des pays latino-américains ont lié leur destinée à celle de l'Occident et ont aligné leur politique économique sur l'économie de marché capitaliste et son système de commerce et de finance international. Avant 1980, ces décisions apparaissaient sages pour beaucoup d'experts alors que l'Amérique latine en général connaissait un taux de croissance comparable à celui des pays comme la Corée ou Formose. Les au-

teurs posent la question de la sagesse des choix de développement et la sagesse de mettre tous ses œufs dans le même panier.

Ce livre est non seulement bien structuré et bien écrit, mais il pose les bonnes questions et y apporte généralement des réponses valables. Ce livre représente donc une contribution importante et un ouvrage essentiel pour tout étudiant ou spécialiste des questions latino-américaines qui désirent mieux comprendre les origines de la crise financière et économique qui secoue les pays de l'Amérique latine depuis le début des années '80.

Gilles VANDAL

*Département d'histoire
Université de Sherbrooke, Canada*

PAYNE, Anthony. *The International Crisis in the Caribbean*. Baltimore, Md, Johns Hopkins University Press, 1984, 187p.

Au moment de sa sortie en 1984, au lendemain de l'intervention des troupes américaines à Grenade, ce livre méritait bien son titre. Le calme revenu, on pourrait croire qu'il serait dépassé. Il n'en est rien: la Caraïbe semble être condamnée à connaître d'autres crises de la même façon qu'elle est condamnée à subir des ouragans. Et ces crises seront pour longtemps encore à portée internationale en raison du nombre des puissances, très inégales par ailleurs, qui se reconnaissent des intérêts dans l'arc insulaire.

Payne voit la région sous l'angle géopolitique. En quelques mots bien choisis, il définit la Caraïbe comme « a battleground on which the rivalries of great and middle powers, the competing merits of alternative ideologies and development strategies and the ambitions of individual leaders are being fought out ». (p. i) Comment en serait-il autrement au vu d'une histoire qui a juxtaposé et aussi superposé les dominations et les influences étrangères? Il y a certes plusieurs façons de voir cette région, mais celle-ci est à mon avis la plus englobante et elle projette sur les autres, plus endogènes, plus internes, un éclairage indispensable.

L'ouvrage comprend huit sections consacrées presque toutes à présenter les politiques des acteurs externes. Payne a raison d'ouvrir son livre par un bref rappel de ce qui confère une cohérence intellectuelle à la Caraïbe: une histoire coulée dans le moule d'impérialismes rivaux, façonnée dans le cadre de la plantation par une institution commune et durable, l'esclavage. On pourrait lui opposer des particularités importantes — qu'on pense à Belize et aux Guyanes — mais les éléments essentiels sont posés. De même ne fait-il pas de doute que la division est inscrite dans le politique (ces îles étant membres d'Empires concurrents) et que l'unité est à chercher dans l'économique (en leur qualité d'appendices tropicaux de métropoles manufacturières).

La Caraïbe a été vue comme un laboratoire social. Ce n'est pas Payne qui récuserait cette présentation. En une dizaine de capsules sur autant d'entités il résume les voies adoptées au cours des dix dernières années pour résoudre les problèmes de développement. Toutes — à l'exception de Cuba dont il ne traite pas — se sont révélées des échecs, sinon des catastrophes; prenez Haïti, la Jamaïque ou la Guyana. La faillite des modèles participe de la compétition internationale qu'elle avive. Puerto Rico, par exemple, fait figure d'assistée publique: les transferts fédéraux dépassent annuellement les 4 milliards de dollars. C'est à ce prix que l'île reste dans le giron des États-Unis dans l'intérêt du Pentagone et au profit des filiales de firmes américaines.

N'y a-t-il pas erreur à lier la montée d'une compétition à l'érosion de l'influence américaine dans la Caraïbe? La région a été depuis le XVII^{ème} siècle une aire de rivalités et les États-Unis y ont pris pied il y a moins d'un siècle. L'hégémonie américaine n'a pas succombé à la rivalité des autres puissances, mais elle s'est effondrée sous l'action de forces qu'elle a contribué à mettre en branle. Elle ne peut survivre longtemps aux conditions exceptionnelles (internes et externes) qui lui avaient donné naissance. Comment ne pas être d'accord en revanche avec la description des mesures prises par l'administration Reagan pour réaffirmer son hégémonisme et avec le jugement de l'auteur sur l'échec auquel elles sont